

Referendum d'Initiative Citoyenne, les GJ croient au père Noël ?

écrit par Christine Tasin | 16 décembre 2018



Je ne sais pas qui a mis dans la tête de nombre de Gilets Jaunes qu'il allait suffire de faire signer une pétition pour que, tout à coup, tombant du ciel, le referendum d'initiative citoyenne, équivalente de ce qui se passe en Suisse, soit inscrit dans la Constitution, et effectif.

Il est clair que des petits malins – et des gens sincères aussi, bien sûr- détournent la colère des GJ et leurs demandes très claires de baisse des taxes et impôts en activisme inutile. Ils sont très forts...

Voici leur demande :

« Création d'un site lisible et efficace, encadré par un organisme indépendant de contrôle où les gens pourront faire une proposition de loi. Si cette proposition de loi obtient 700 000 signatures alors cette proposition de loi devra être discutée, complétée, amendée par l'Assemblée nationale qui aura l'obligation (un an jour pour jour après l'obtention des 700 000 signatures), de la soumettre au vote de l'intégralité des Français. »

Ce RIC est tout bonnement impossible, à l'heure actuelle, pour deux raisons.

La première est que, pour qu'il soit effectif, il faudrait une révision constitutionnelle qui en ajoute le principe, avec ses règles, son fonctionnement... dans la Constitution. Même en admettant, chose improbable, que 10 millions de Français signent la pétition, rien n'oblige Macron à en tenir compte. Rien. Et, s'il le faisait pour donner un gage aux contestataires, ce sont les députés et les sénateurs qui devraient voter cette révision, réunis en Parlement à Versailles, à une majorité des 3/5... Vous croyez vraiment que ces élus qui ne vivent que de la politique et qui se gardent bien de tout ce qui ressemble au populisme accepteraient de partager une partie de leurs pouvoirs avec un peuple qui brunit de plus en plus selon eux ? En admettant même que ce miracle arrive, ils mettraient des conditions impossibles, par exemple, soumettre la prise en compte du RIC à la signature de 1, 5, 10... millions d'électeurs... En Suisse, pour que les votations aient lieu, il leur faut 100 000 signatures sur 8 millions d'habitants (non pas d'électeurs) et ils en savent pour les obtenir... Autant dire qu'il nous en faudrait plus d'un million et qu'ils peuvent mettre la barre bien plus haut. La mode actuelle est à déposséder le peuple de son pouvoir, pas à lui en donner un accru.

Pour que le RIC ait une chance d'être voté, il faut que les patriotes reprennent la main, soient majoritaires et puissent appliquer leur programme. Qui a voté Marine Le Pen parmi les amoureux du RIC ? Elle était la seule à l'avoir mis dans son programme, en 2017...

La seconde raison est que la Constitution actuelle ne donne aucune possibilité de voir un referendum aboutir sur demande du peuple.

Les referendums se font essentiellement sur initiative du gouvernement... Macron peut accepter de soumettre à referendum un certain nombre de mesures, sous la pression populaire. Les GJ auraient pu utiliser ce biais, sur un sujet précis, par exemple la sortie de la COP21 que Macron brandit comme une obligation pour justifier les taxes ... en n'ayant que cette revendication » un referendum sur la COP21" qui aurait obligé le gouvernement à un débat public avec les pour et les contre.

Le peuple peut également demander un referendum appelé « d'initiative partagée », selon l'article 11 « un cinquième des membres du Parlement, soutenus par un dixième des électeurs inscrits sur les listes électorales », soit à peu près 4,5 millions de signatures et 185 députés et sénateurs pour en faire la demande... Et les signatures doivent être accompagnées de la photocopie de la carte d'identité et de celle de la carte d'électeurs. Rien à voir avec des signatures à l'arrache à la sortie des magasins ou autour des ronds-points. Pas simple, les copains... C'est verrouillé, archiverrouillé.

2 seules solutions

1 Obliger Macron à appeler au referendum un sujet précis. J'en vois 3 qui en valent vraiment le coup :

La COP21, l'immigration, l'islam.

2 Contraindre Macron à la démission ou à la dissolution pour que des patriotes soient au pouvoir et permettent le RIC